

FIRMES TRANSNATIONALES, INSTITUTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES ET LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE DE L'AFRIQUE

Par

*Abdoulaye DIAGNE**

Introduction

Il ne fait pas de doute que les sociétés et banques transnationales ainsi que les institutions financières internationales ont joué – et continuent de jouer – un rôle majeur dans la crise économique, sociale et politique que traverse l'Afrique depuis plus de deux décennies. La revendication par le continent africain de nouvelles règles devant régir les rapports économiques, commerciaux, monétaires et financiers internationaux – pour être pertinente, doit se fonder sur une identification des causes objectives de la crise qu'il traverse. C'est là un enjeu considérable du point de vue à la fois politique et de la réponse à la question «quelles nouvelles stratégies, globales et sectorielles, à mettre en œuvre pour renverser définitivement le cours des événements». On veut accréditer l'idée qu'au plan politique la crise que connaît l'Afrique résulterait de ce que celle-ci serait devenue le terrain d'affrontements entre l'Est et l'Ouest ; et, au plan économique et social, qu'elle serait due à une ouverture insuffisante sur les marchés extérieurs, à une exploitation insuffisante des avantages comparatifs du continent sur le marché mondial (1). On comprend dans ces conditions la nécessité d'insister sur le fait qu'incontestablement la crise économique, sociale et politique du continent est largement la conséquence de son mode d'insertion dans le système capitaliste mondial. Cette communication tentera donc de cerner la responsabilité particulière dans la crise actuelle des firmes transnationales (FTN) et des institutions financières internationales (IFI) qui ont toujours été les artisans de son extraversion économique.

Avant de présenter le plan d'attaque, quelques remarques sont nécessaires :

– On aurait une compréhension partielle de la crise économique sociale et politique en Afrique si l'on perd de vue la responsabilité spécifique de nombre d'Etats africains dans la situation qui prévaut chez eux. Car «exception faite des territoires où le mouvement nationaliste / ou révolutionnaire était trop fortement structuré pour se prêter aux visées de la métropole ou du colonat... on peut dire qu'en règle générale les Etats africains sont nés de la rencontre de deux choix : celui de la métropole fondé sur la recherche de partenaires «sûrs» partageant leurs options idéologiques et stratégiques, et celui des héritiers présomptifs, ces derniers ayant pour

* *Assistant à la Faculté de Sciences Economiques et Juridiques – Chercheur au C.R.E.A., Université de Dakar.*

souci majeur de sceller et d'entretenir avec l'Etat métropolitain les alliances politiques, économiques et militaires destinées à affermir leur position par rapport à leurs rivaux» (René Lemarchand, 1983). Dans beaucoup de pays africains il n'a jamais existé de politiques nationales cherchant sérieusement à extraire de l'environnement le maximum de ressources financières, économiques et technologiques afin de développer les activités aptes à satisfaire les besoins les plus pressants de la grande masse. La crise qui sévit dans beaucoup de pays africains est en grande partie due au fait que les couches et classes sociales au pouvoir se font complices du pillage des richesses par les FTN et plus généralement, par le capital étranger. Cessant de «se présenter à visage découvert comme au temps du colonialisme cynique et conquérant, (le rapport des forces ne lui étant plus favorable), l'impérialisme n'exerce plus directement sa domination mais indirectement en utilisant dans les pays sur lesquels il veut maintenir ou étendre sa mainmise économique, des gouvernements, des polices et des armées autochtones qui, par corruption matérielle ou idéologique (ou les deux à la fois) acceptent de jouer le rôle que jouaient auparavant les gouverneurs, administrateurs et militaires venus des métropoles impérialistes» (Henri Claude, p. 127).

— La plupart des économies africaines demeurent des économies agricoles, avec un secteur capitaliste relativement faible. Mais dans ce secteur capitaliste comme dans le secteur non capitaliste les FTN comme les IFI ont un degré élevé de contrôle sur les décisions se rapportant à l'investissement, à la production, à la réalisation de la plus-value ou du surplus. Nonobstant la faiblesse de la part de l'Afrique (13%) dans l'ensemble des flux d'investissement des FTN en direction des pays sous-développés (PSD) et du nombre d'emplois que celles-ci ont directement créés dans le continent (0,5% du total de la force de travail) (CNTS-ICFTU, 1984, p. 55), les entreprises appartenant au capital étranger exercent une influence décisive sur le développement africain. Le poids des FTN et des IFI ne doit pas être apprécié à l'aide de ces seuls indicateurs.

— La détention à 100% du capital d'une filiale n'est plus la pratique dominante de la transnationale en Afrique. Beaucoup de FTN préfèrent prendre une participation minoritaire, opérer dans le cadre de joint-ventures ou sous des contrats de gestion et de cession de licence. Aussi le capital est-il fourni par d'autres sources de financement : le crédit international, les IFI et, de plus en plus, le système bancaire local. Tout en minimisant ses apports, donc ses risques, la transnationale, par le biais de ses équipes de gestion et d'assistance technique, réussit à conserver un haut degré de contrôle sur l'entreprise ou le projet d'investissement.

— Les rapports économiques tissés durant la période coloniale affectent encore fortement la stratégie des FTN en Afrique : ce sont les filiales des transnationales britanniques, françaises, belges qui possèdent respectivement 40,18 et 4% de toutes les entreprises étrangères en Afrique alors que les chiffres équivalents pour l'ensemble des PSD sont 25,5 et 1,5%.

Seulement 16% des entreprises étrangères en Afrique sont à base américaine, contre 31% pour tous les PSD, mais le rythme de leur implantation s'accélère chaque année (CNTS-ICFTU, 1984, p. 55). On peut donc dire que la continuité de la situation de la période coloniale est bien une réalité.

La crise du système capitaliste mondial a eu de profondes répercussions sur l'Afrique au moment où celle-ci entamait sa deuxième décennie de stagnation. La section I qui développera ce constat, essaiera donc de brosser un tableau synoptique des données économiques et sociales de l'Afrique des années 1970 et 1980. Ensuite on tentera de montrer pourquoi les FTN, plutôt que de contribuer au développement de l'Afrique, l'ont précipitée dans la crise. L'attention portera donc successivement sur leur rôle dans le recul de l'agriculture africaine (Section II), le blocage de l'industrialisation (Section III) et les relations de dépendance entre le continent et le système capitaliste mondial (Section IV). La dernière section montrera pourquoi la fonction dévolue par le capitalisme mondial à ses IFI est de «banaliser» l'espace économique africain, de le transformer en une zone de libre reproduction du capital international et donc d'empêcher la mise en œuvre d'une politique économique nationale auto-centrée conduisant à plus d'autonomie vis-à-vis du marché mondial.

Crise du Système Capitaliste Mondial et Régression Economique de l'Afrique

Les pays capitalistes avancés traversent depuis le début des années 1970 une crise qui s'aiguise de plus en plus. Leur taux de croissance qui a été de 3,2% entre 1970 et 1980 est retombé à 1,2% en 1980 et 1981 et à 0,5% en 1982. Il est plus sérieux de considérer le taux de 3,5% annoncé pour les USA, au cours des années 1980 comme une prévision trop optimiste (CNTS/CFTU, 1984, p. 1). Comment ne pas penser que ces pays vont continuer comme de par le passé à reporter au maximum les effets de cette crise ou le coût de sa résorption sur les PSD en général, et sur l'Afrique en particulier ? Les mesures prises par les pays de l'OCDE ne laissent aucun doute : renforcement du protectionnisme, diminution des importations, subvention des exportations, réduction des crédits de sources officielles, en particulier ce qu'on appelle l'aide, expulsion de travailleurs immigrés plus ou moins masquée, chute du prix des matières premières consécutive à la baisse de la demande et redistribution des richesses mondiales au profit des FTN grâce à la violence monétaire qui s'exprime à travers le dopage du dollar US et la hausse vertigineuse des taux d'intérêt réels.

Si la crise du système capitaliste mondial sévit dans les PSD, il semble que c'est en Afrique que ses effets sont les plus néfastes. En effet, l'Amérique Latine a malgré tout, enregistré au cours des 30 dernières années des taux de croissance élevés, une industrialisation rapide. Des forces sociales internes se sont constituées et ont su être influentes. Quant à l'Asie, elle a fait la preuve de sa capacité à accroître sa production agricole

même si cela est allé de pair avec une exacerbation des inégalités sociales dans les pays capitalistes de ce continent (M. Verlet, 1983). Rien de tel en Afrique. Entre 1960 et 1973 l'Afrique a enregistré une croissance de sa production de 3,5% par an. De 1973 à 1979 ce taux n'a été que de 1,5% et il est tombé à 1,2%, 0,1%, 0,8% pour respectivement 1980, 1981, 1983 (tableau 1). Si l'on rapproche ces performances au taux de croissance démographique qui était de 2,7% durant les années 1970, c'est d'une véritable régression de la production qu'il faut parler. Encore que ces chiffres globaux cachent bien des différences entre les pays africains. Le tableau 2 indique que beaucoup de pays, la plupart dans la catégorie des faibles revenus selon la terminologie de la Banque Mondiale, ont connu entre 1960 et 1980 une baisse de leur produit par tête. Depuis 1960 la croissance de la production par tête est inférieure à la moyenne de l'ensemble des PSD (tableau 3).

Malgré leurs richesses tant humaines que matérielles, parmi les 36 pays considérés par l'ONU comme les plus pauvres du monde 26 sont africains. Le taux d'analphabétisme demeure très élevé, la malnutrition et les maladies sont largement répandues. Comme on le verra aussi, l'Afrique est le continent le plus dépendant sur les plans alimentaires, des capitaux et technologies. La régression de l'activité économique couplée avec une expansion rapide de la population, a produit une pression accrue sur l'emploi dans le continent, aussi bien dans les secteurs capitaliste que non capitaliste. D'après les estimations du BIT basées sur des données relatives à l'année 1977, et excessivement conservatrices, 12 millions de personnes ou 8% de la force de travail étaient sans emploi et 60 autres millions ou 40% de la force de travail étaient sous-employées. Le sous-emploi dans les zones urbaines atteignait déjà entre 30 et 40%, les jeunes étant les plus touchés. Les estimations du BIT toujours indiquent qu'en 1982, 200 millions de personnes en Afrique étaient dans une situation de pauvreté, c'est-à-dire n'avaient pas un revenu suffisant pour satisfaire leurs besoins fondamentaux en ce qui concerne l'alimentation, le logement, les soins médicaux, etc... (Rapport sixième conférence BIT, 1983).

Avant la crise des économies capitalistes développées, l'Afrique était déjà en proie à d'énormes difficultés. Celles-ci ont décuplé depuis les années 1970. Du fait de ses relations avec le système capitaliste mondial, ces difficultés risqueront fortement d'annihiler pour longtemps encore toute possibilité de progrès économique et social. L'Afrique est le continent où les effets de la crise actuelle ont été transmis avec le plus de brutalité, empirant une situation déjà précaire, caractérisée par un faible développement des forces productives et une déformation profonde des structures socio-économiques.

Les sections suivantes tenteront de mettre en exergue le rôle particulier joué par les FTN et les IFI impérialistes dans cette régression économique et sociale.

Les Firmes Agro-Alimentaires et le Recul de l'Agriculture Africaine

Pour maints pays du continent l'agriculture demeure le principal secteur productif. Elle apporte la plus forte contribution au PIB, fournit le gros des emplois et revenus, fait gagner une grande partie des devises. On comprend dès lors les effets sur la performance économique globale de mauvais résultats enregistrés dans ce secteur.

La structure de la production agricole africaine porte encore les empreintes du passé colonial, lorsque le processus de développement normal était désorganisé et que les économies africaines s'étaient vues assigner la fonction exclusive de satisfaire les intérêts du capital monopoliste étranger. La position dépendante des pays africains dans l'économie capitaliste mondiale était favorable à une conservation du retard technico-économique et social de la campagne africaine. Dans l'ensemble la productivité du travail dans l'agriculture est plus faible en Afrique que dans les autres PSD. Les méthodes culturelles traditionnelles persistent. La fourniture de services de vulgarisation, d'une technologie plus productive, de facilités de crédit et de fertilisants est inadéquate par rapport aux besoins actuels, de même que la disponibilité de ces services aux différentes zones et couches sociales a été fortement inégale. En évaluant les conditions générales de développement de l'agriculture africaine dans les années 1970, on peut affirmer qu'elle a été affectée par des facteurs socio-économiques internes qui ont conduit à un retard dans la croissance de la production agricole et de la productivité du travail social. Le rôle des transnationales agro-alimentaires a été déterminant dans tous les cas cependant.

Les données de la Banque Mondiale et de la FAO montrent que pour tout le continent, la production agricole par tête, cultures et élevage y compris, a connu une chute d'environ 1% par an au cours des années 1970. Il en est résulté durant cette période un taux de croissance négatif. Sur 42 pays recensés par le BIT, 10 ont enregistré une baisse de leur production au cours de la période 1970-1980 (tableau 3).

Mais l'ampleur du recul de l'agriculture apparaît plus nettement lorsqu'on établit une différence entre cultures vivrières et cultures d'exportation. La baisse de la production alimentaire s'est poursuivie tout au long des années 1970, ainsi l'écart entre l'Afrique et les autres PSD n'a cessé de s'élargir. Selon les estimations de la FAO et la Banque Mondiale la production des principales cultures vivrières du continent n'a augmenté que de 1,5% par an en moyenne (au lieu de 2% par an durant la décennie précédente). Ce taux est inférieur à celui de la croissance démographique. Comme le montre le tableau 3, sur 42 pays recensés seuls 7 ont réussi à accroître la production alimentaire par tête de 5% ou plus, alors que 8 autres ont réussi à conserver les mêmes résultats qu'au début des années 1970.

La poursuite dans le domaine agricole de la mise en valeur coloniale fondée exclusivement sur les cultures d'exportation explique pour beaucoup la chute de la production vivrière et la détérioration de la situation alimentaire qui en résulte. Ainsi «à l'époque de la sécheresse au Sahel,

l'agriculture n'a subi qu'un recul modeste (3%). Le coton a continué à progresser (+ 8%), il en fut de même de l'arachide. Mais les cultures vivrières ont été atteintes de plein fouet. La production de mil et sorgho a chuté de 33%, le riz bénéficie de la plus grande partie des surfaces cultivées lorsque celles-ci ne sont pas occupées par les cultures d'exportation, or le rendement du riz stagne à 2 tonnes à l'hectare» (M. Valet, 1983, p. 24).

C'est au cours des années 1970 marquées par une grande sécheresse que les pays sahéliens ont vu leurs exportations de légumes augmenter de plus de 100%. Le tableau ci-après donne les quantités exportées (en tonnes) par le Mali, le Niger et la Haute Volta pour la campagne 1978/1979.

Exportations de légumes vers la CEE de quelques pays du Sahel

Pays	Poivrons	Haricots Verts	Melon
Mali	800	20	
Haute Volta	—	2.200	
Niger	—	3.580	400
Total	800	5.800	400

Source: *Sophie Bessis. «Le Scandale des Cultures de Contre-saison». Tri-Continental, 1978, Paris.*

Deux ans après c'est une progression spectaculaire qui a été enregistrée pour les principaux pays exportateurs du Sahel. Ainsi pour les 5 premiers mois de 1980 on avait :

Période	Sénégal	Mali	Niger	Haute-Volta
5 premiers mois	2.430	1.272	552	1.026
Prévisions	6.000	2.600	490	2.085

Source: *Sophie Bessis, op. cit.*

On cherche ainsi à spécialiser progressivement l'Afrique dans l'approvisionnement de la CEE en légumes de «contre saison». Selon K. Vergopoulos, en Afrique, «les productions fourragères n'ont cessé de croître en volume très rapidement : le soja croît de 11,4% par an et le tournesol de 11,7% en moyenne annuelle» (K. Vergopoulos, 1984, p. 105). Dans l'ensemble, en Afrique, même si la production d'exportation a aussi enregistré un recul, elle s'est mieux maintenue que les cultures vivrières. D'une façon générale, la production alimentaire par tête a chuté en Afrique plus que partout ailleurs. En 1980 déjà son niveau était inférieur à celui de 1972 (tableau 5).

Les exportations absorbent une portion de plus en plus importante du produit agricole et des ressources internes mobilisées. D'où l'orientation actuelle des structures productives vers les besoins du marché international au détriment de la production pour la consommation nationale.

Une conséquence immédiate de ces tendances est l'accroissement des importations alimentaires. La facture a rapidement augmenté, atteignant un niveau sans précédent de 22 millions de tonnes en 1981 comparées aux 18,5 millions de tonnes en 1980. Les céréales comptent pour une large part dans la facture alimentaire alors que leurs prix montent en flèche contribuant ainsi à détériorer davantage la balance des paiements (BP) de la plupart des pays. L'Afrique dépend de plus en plus de l'extérieur pour son alimentation. Pourtant les déclarations tant d'hommes politiques que d'experts américains ne laissent guère place aux illusions : les aliments constituent des munitions. L'impérialisme n'a jamais fait mystère de sa volonté d'utiliser l'arme alimentaire contre les pays qui viendraient à s'opposer à sa politique. Si les tendances actuelles continuent, les importations alimentaires africaines tripleront de nouveau en 1990 comme elles ont triplé entre 1960 et 1978.

Une autre conséquence de la baisse dramatique de la production vivrière est le risque de famine qui plane en permanence sur un nombre de plus en plus important de pays. En 1983 le système d'alerte rapproché de la FAO a annoncé que 22 pays de l'Afrique au Sud du Sahara faisaient face à de sévères pénuries alimentaires, et que plus de 150 millions de personnes étaient menacées de la faim et de la malnutrition. Certes, dans maintes zones, la sécheresse a été la cause immédiate de cette détérioration grave. Mais la sécheresse résulte très souvent des ruptures des écosystèmes dues aux modes d'exploitation (systèmes de culture et d'élevage extensifs) poursuivis depuis la colonisation ou à une exploitation sauvage des ressources forestières par les FTN, comme en Côte d'Ivoire. Ces modes d'exploitation constituent le plus souvent la forme technologique la plus rentable pour le capital étranger qui préfère abandonner aux paysans le segment-production en raison des risques très élevés liés à la culture pluviale, et se positionner sur les segments pré et post-production pour capturer le surplus paysan. Les paysans, en raison d'une part de l'intense exploitation à laquelle ils sont soumis tant par les firmes agro-industrielles que par les bureaucraties bureaucratiques ou compradores locales, et d'autre part du fait de la croissance démographique, ont été poussés à violer les contraintes écologiques qu'ils savaient si bien respecter jadis (la pratique de la jachère longue).

La question qu'il convient d'étudier maintenant est celle du rôle que les transnationales agro-alimentaires ont joué et continuent de jouer dans la dépendance alimentaire de l'Afrique et la famine qui y sévit.

Premièrement, comme on l'a souligné ci-dessus, ces transnationales ont poussé les pays africains à se spécialiser au maximum dans quelques cultures : café, thé, cacao, huile de palme, arachides, etc... Jusqu'à présent, nombre d'entre eux dépendent pour leurs exportations d'un ou de deux produits qui leur rapportent plus de 50 % de leurs devises. Certains produits comme le café, le cacao, peuvent être cultivés par les paysans, mais ils sont largement sous le contrôle des transnationales agro-alimentaires.

La colonisation a développé un type d'agriculture d'exportation qu'elles perpétuent maintenant, aux dépens d'une plus grande production vivrière pour la consommation nationale. Les pays africains sont précipités dans un système agricole mondial qu'ils ne peuvent contrôler. Occupant le segment pré et post-production (vente d'inputs, transformation, commercialisation sur les marchés mondiaux), les FTN accaparent la plus grande partie de la valeur ajoutée. Ce sont elles qui lancent toujours les plus grands projets agricoles en Afrique. Les mêmes noms reviennent toujours comme maîtres d'œuvre, financeurs ou associés: Kenana, Bura, Savannah, Bookers, Tate and Lyle, Lonrho, Mitchall, Cotts, Nestlé, Del Monte, The Commonwealth Development Corporation (CDC).

Le déficit vivrier croissant de l'Afrique des années 1970 et 1980 apparaît incontestablement à la fois comme une conséquence de leurs activités dans le continent et une solution à leur besoin d'élargissement des marchés extérieurs pour leur production. Les marchés des pays capitalistes développés ont atteint un niveau de saturation de la demande solvable dès la fin des années 1960–1970, ce que reflète la tendance à la baisse au cours de cette période du taux de rentabilité du capital investi dans l'agro-alimentaire au centre (K. Vergopoulos, 1984, p. 102–103). L'aggravation du déficit vivrier dans les années 1970 et 1980 en Afrique est allée de pair avec un développement sans précédent de l'activité des FTN agro-alimentaires dans les pays africains.

Il peut paraître paradoxal que beaucoup de pays africains alors qu'ils font face à une crise alimentaire favorisent de plus de plus les activités de l'agro-business car dans la plupart des cas elles ne développent que les cultures d'exportation détournant des superficies, de l'eau et autres ressources des cultures vivrières. Même s'ils gagnent des devises supplémentaires, elles vont dans une proportion de plus en plus élevée à des importations alimentaires. Celles-ci portent souvent sur des denrées d'un nouveau genre auxquelles les transnationales et les pays capitalistes développés, grâce à «l'aide alimentaire», ont patiemment habitué les consommateurs africains, transformant ainsi les habitudes de consommation au détriment de l'indépendance alimentaire. Les chances d'une production locale suffisante de ces céréales sont souvent très maigres (exemple le blé, le riz) tandis que la production de céréales locales bien adaptées est progressivement détruite à cause de l'absence de tout effort de développement des cultures vivrières et de la concurrence qu'on instaure entre «le petit paysan de la Haute-Volta qui, sur un demi-hectare, produit 3 quintaux de céréales face à l'exploitation agricole du Corn-Belt américain qui met en valeur 200 hectares avec des rendements de l'ordre de 30 quintaux à l'hectare» (Marcel Mazoyer, 1983, p. 26) (2).

Le développement d'une nouvelle économie agro-alimentaire transnationale avec les FTN comme principaux agents d'organisation constitue bien l'un des éléments essentiels des mécanismes socio-économiques permettant maintenant l'extension de la sous-alimentation qui frappe les masses en Afrique.

Deuxièmement, en Afrique comme partout ailleurs, lorsque les FTN se lancent dans la production alimentaire c'est pour ceux qui peuvent payer. L'accroissement de la production alimentaire sous l'impulsion des FTN ne signifie pas que la faim et la malnutrition sont écartées parce que la grande masse n'a pas un pouvoir d'achat suffisant pour acheter les produits de la transnationale. Lorsque les FTN sont impliquées dans la transformation de produits cultivés localement, leur intervention renforce la dépendance à l'égard des importations et empêche des améliorations dans le processus de production d'aliments locaux. De surcroît les industries alimentaires dépendant des grains importés tels que le blé tendent à se développer et cela empêche la croissance de l'industrie alimentaire locale fondée sur des productions locales.

Très peu de pays africains sont en mesure de se lancer dans une concurrence avec les FTN au plan international pour échapper à leur emprise. Aussi contrôlent-elles presque toujours les quelques produits qui constituent les principales exportations de tel ou tel pays. Bien que les plantations directement sous le contrôle d'une FTN soient de moins en moins nombreuses, il ne faudrait point en déduire que les pays africains exerceraient une plus grande maîtrise sur leurs cultures d'exportation. Les transnationales agro-industrielles ont étendu leurs activités dans plusieurs autres domaines pour compenser leur retrait de la production style-plantation.

En conclusion on peut dire que contrairement à leur affirmation, les transnationales agro-alimentaires ne contribuent nullement au développement des pays africains. Elles s'implantent dans ces derniers pour faire des profits. Elles prennent prétexte des besoins en matière de développement de ces pays pour justifier leur présence. Et dès qu'elles s'installent, elles commencent à exercer des pressions de tous genres sur les gouvernements pour qu'ils adoptent une politique favorable à leurs intérêts.

En réalité elles ajoutent aux problèmes des pays africains plutôt qu'elles n'aident à leur solution puisqu'elles ne font qu'accentuer l'intégration de l'agriculture africaine dans un système mondial qu'elles contrôlent de bout en bout. En développant les cultures d'exportation, en tuant les cultures vivrières locales, elles accentuent la dépendance de l'Afrique, détériorent les conditions de vie des paysans, rendent le continent plus vulnérable aux pressions de l'impérialisme.

Blocage de l'Industrialisation et FTN en Afrique

Aux premières heures de l'indépendance, les pays africains ont placé, avec raison, beaucoup d'espoir dans le processus d'industrialisation, entendu comme la diffusion de techniques d'organisation et de production pour une maîtrise de l'environnement physique dans l'intérêt de la grande majorité de la société (Rweyemamu, 1980, p. 1). A travers l'industrialisation, ils visaient plusieurs objectifs (Steel et Evans, 1984, p. 14-15 ; Rweyemamu, 1980, p. 1) :

— Un accroissement de la production par tête ainsi que celui de l'emploi afin d'absorber la force de travail urbaine et celle libérée des structures agraires traditionnelles, en un mot l'amélioration du niveau de vie de la grande masse ;

— une réduction de la dépendance extérieure grâce à une production sur place de biens initialement importés et une transformation locale poussée des matières premières avant l'exportation ;

— la construction d'économies nationalement intégrées, flexibles et capables d'une croissance endogène et auto-entretenu grâce à une diversification de la structure de production, une utilisation systématique des ressources locales.

La réalisation de tels objectifs supposait que les pays africains mettent en œuvre plusieurs mécanismes (Rweyemamu, 1980, p. 1 ; Steel et Evans, 1984, p. 14-15). D'abord une amélioration continue de la productivité industrielle pouvant être obtenue de diverses manières : un progrès technique incorporé dans les forces productives qui améliore leur efficacité ; un élargissement des débouchés qui procure des économies d'échelle et une augmentation constante du capital «réel» par travailleur. Ensuite l'augmentation de la productivité dans les autres secteurs grâce à la propagation des effets positifs de l'industrialisation : offre croissante d'inputs de base, amélioration de la qualification professionnelle de la population active, diffusion de nouvelles attitudes envers le travail, etc... Enfin une expansion continue de la production agricole. Elle est en effet un fondement nécessaire à une croissance industrielle durable dans des pays reposant principalement sur l'agriculture. On doit se demander si les performances industrielles de l'Afrique ont répondu aux espoirs et si les options suivies ont su mettre en œuvre de tels mécanismes.

En utilisant les données de la Banque Mondiale (Steel et Evans, 1984, p. 32 et suivantes) on peut parler d'un véritable désenchantement car les performances globales négatives indiquées dans la deuxième section ne pouvaient manquer d'avoir des répercussions défavorables. La production industrielle a enregistré une croissance déclinante dans les pays à faible revenu. Si entre 1960 et 1965 elle a été de 9,3%, elle a chuté régulièrement au cours de chacune des périodes de cinq ans qui ont suivi pour devenir négative entre 1975-1980. Quant aux pays importateurs de pétrole à revenu moyen, ils ont vu leur taux moyen décroître de 7,6% à 4,2%. Seuls les pays exportateurs de pétrole ont pu maintenir leur taux de croissance au cours des années 1970 (tableau 6).

Au cours des années 1960 la production industrielle a crû plus vite que le PIB, ce qui a fait de l'industrie un secteur moteur au cours de cette période — au total entre 1960 et 1980 la part de l'industrie à prix courants passe dans les pays à faible revenu de 6% à environ 10%, égalant ainsi le niveau atteint par l'ensemble des pays sous-développés. Cependant elle va très vite perdre sa place dans les années 1975–1980, surtout dans les pays à faible revenu (tableau 6).

En elles-mêmes les performances de l'industrialisation en Afrique sont médiocres. Elles le sont davantage comparées aux autres zones sous-développées. Ainsi la part du secteur industriel dans la force de travail totale a augmenté mais beaucoup moins que dans l'ensemble des pays sous-développés : 10% dans les pays à faible revenu contre 11% dans l'ensemble des pays sous-développés à faible revenu, 19% dans les pays exportateurs de pétrole contre 21% dans l'ensemble des pays exportateurs de pétrole. (Steel et Evans, 1984, p. 3). La croissance de la force de travail a été plus rapide que celle de la production industrielle. De même, de 1960 à 1975, la part de l'Afrique dans la valeur ajoutée industrielle mondiale passe de 0,7 à 0,8% alors que celle de l'Asie passe de 2,2 à 3% et celle de l'Amérique Latine de 4,1 à 4,8%. Si vers 1985 les pays africains ont atteint l'objectif de 1% de la production industrielle mondiale fixé par le Plan de Lagos et l'ONUDI, celui de l'an 2000, (2%) paraît hautement hypothétique au regard des tendances actuelles.

Enfin l'Afrique a enregistré une chute de ses exportations industrielles qui sont passées de 1,1% en 1970–1971 à 0,6% en 1975–1976 dans les exportations industrielles mondiales malgré la croissance enregistrée par ces dernières.

Les maigres performances de l'industrie africaine ne sont pas que d'ordre quantitatif. Si faible soit la croissance industrielle, elle a entraîné des conséquences socio-économiques néfastes : chômage urbain massif, migrations rurale-urbaine sans précédent, marginalisation des campagnes, disparités accrues dans la répartition des revenus et des richesses, etc... (Richard Sandbrook, 1982). Les raisons de l'échec de l'industrialisation commencent à apparaître dès que l'on étudie l'évolution de la structure industrielle, le type de politique industrielle suivi en Afrique et le rôle déterminant joué par les FTN dans le processus. Au début des indépendances, la structure de la production industrielle était caractérisée par un net biais en faveur des biens de consommation. Quelques industries (transformation de matières premières pour l'exportation, boissons et produits alimentaires) livraient la plus grande partie de la production. Plus de 40% de la production industrielle de 9 pays consistait (le textile exclu) en simples biens de consommation (Steel et Evans, 1984, p. 44).

La plupart des pays africains se sont lancés dans une politique de substitution aux importations. Ils pensaient arriver à une diversification et à une plus grande flexibilité de leurs économies en produisant localement d'abord les biens de consommation, ensuite les biens intermédiaires et enfin les biens de production. Certes les investissements réalisés dans les années

1960 ont touché des industries comme le ciment, le pétrole et les métaux de base. En réalité peu de changements sont intervenus dans l'orientation de départ en faveur des biens de consommation. Par exemple la remontée des filières ne s'est pas produite. Plus de 40% des industries des 9 pays cités au tableau 7 consistent encore en simples industries de biens de consommation. Pire, la tendance est à la hausse de ce pourcentage dans les pays qui ont enregistré la croissance industrielle la plus forte (Steel et Evans, 1984, p. 45).

En Afrique c'est une mauvaise stratégie de substitution aux importations qui a été suivie sous l'impulsion des FTN. Celles-ci intervenaient déjà pour la plupart durant la période coloniale. Pour conserver leurs marchés en s'abritant derrière de hautes barrières douanières, elles ont développé la production locale de biens qu'elles importaient auparavant et ont utilisé le mécanisme de protection pour éliminer toute concurrence extérieure. La substitution aux importations qu'elles ont impulsée n'a pas cherché à prendre en compte le contenu en importations des industries à mettre en place, à maximiser leurs liens en amont et en aval avec le reste de l'économie. Aussi s'il est vrai que la part des importations dans l'offre totale de biens de consommation a généralement baissé, la dépendance envers les inputs importés a augmenté non pas en raison d'une non disponibilité de ressources locales mais parce qu'il y a une préférence systématique pour ces derniers. Cette stratégie d'industrialisation a donné naissance à une structure bien particulière qui montre pourquoi le secteur industriel ne pouvait connaître une croissance durable, auto-entretenu. Les principaux traits de celui-ci peuvent être résumés de la façon suivante :

- un net biais contre les industries de moyens de production ; l'investissement concerne quelques étapes de la transformation des matières premières pour l'exportation et l'assemblage léger, surtout de biens de luxe.
- une technologie très intensive en capital «réel». En transférant des produits conçus dans un environnement caractérisé par une relative cherté du capital variable, les FTN ont utilisé les mêmes techniques de production que celles employées dans les pays capitalistes développés pour produire les mêmes biens. L'objectif des pays africains d'absorber au plus vite la main-d'œuvre urbaine en chômage ne pouvait être prise en compte. D'où la faible part de la force de travail industrielle dans la population active employée.
- une dépendance considérable envers les moyens de production importés (biens de capital, produits semi-finis et matières premières). Il n'existe pas assez de liens d'intégration dans les relations inter-sectorielles liant la transformation industrielle des matières premières avec les biens de consommation finale, les biens intermédiaires et les biens de capital.
- une industrie non compétitive. Plusieurs raisons peuvent être invoquées pour expliquer les coûts élevés ; le faible taux d'utilisation de la capacité de production, l'infrastructure inadéquate, la baisse de la productivité, l'utilisation de techniques intensives en capital réel, les stimulants offerts

par les pays africains pour attirer les FTN (droits de douane élevés, prohibitions d'importations de produits concurrents, modalités de fixation des prix par les FTN, en un mot création de situation de monopole au profit de ces dernières).

Une telle structure industrielle n'est pas douée d'une grande capacité d'expansion. Sans une substitution substantielle portant sur les biens intermédiaires et les biens de capital, la croissance de la production de remplacement des importations ne pouvait dépendre que de la croissance de la demande nationale dès que les premiers stades de substitution ont été dépassés. En plus de la limitation imposée par la dimension du marché national, la demande nationale était handicapée par l'absence d'une croissance du produit par tête (voir section II). Seule une minorité a été en mesure d'accéder aux biens produits par l'industrie moderne et cela au prix d'une exacerbation des inégalités dans la répartition du produit national. Les industries installées en Afrique n'ont pas cherché à produire pour la grande masse des biens compatibles avec son pouvoir d'achat. Les biens qu'elles produisent n'assurent pas une reproduction économique et technologique et ne créent pas non plus une base pour un dynamisme interne. Ce sont des industries qui consomment des devises, débilitent la monnaie nationale, accroissent l'endettement national et le service de la dette, développent le chômage, la marginalisation sociale, la détérioration du niveau de vie, la dépendance étrangère.

Le rôle dévolu aux FTN ne pouvait pas aller de pair avec une réussite du processus d'industrialisation. En effet, pour l'Afrique comme pour toute autre zone sous-développée il n'existe pas un seul chemin ou un seul modèle d'industrialisation dont les vertus sont universellement applicables. Il y a des problèmes dont les solutions sont dictées par le contexte historique, la géographie et l'environnement. On ne peut attendre des FTN qu'elles analysent et résolvent dans l'intérêt des pays africains des problèmes aussi cruciaux pour le procès d'industrialisation que le niveau optimal de la production en relation avec la faible dimension des marchés nationaux; la corrélation entre industrie lourde et industrie légère; la commercialisation sur les marchés extérieurs de produits industriels; la sélection de ce qu'on appelle les technologies appropriées; et le rôle nouveau du secteur public maintenant qu'il n'est plus possible de concevoir un processus d'industrialisation basé sur des mécanismes spontanés du marché, à cause du gaspillage des ressources, des crises cycliques et des profonds traumatismes sociaux qui en résultent.

Les FTN dans la Dépendance Economique de l'Afrique

Les relations commerciales, financières et économiques entre l'Afrique et les pays capitalistes développés constituent un bon poste d'observation pour évaluer l'emprise des FTN sur les économies africaines. Elles ont joué un rôle de première importance dans le façonnement des rapports extérieurs économiques de l'Afrique.

La structure des exportations africaines a à peine changé depuis 1960. Les produits agricoles bruts ou semi-finis et les produits miniers occupent la plus grande place. Trente deux des principaux produits de base de l'Afrique, le pétrole non compris, comptent pour 70% de ses exportations alors qu'ils ne représentent que 35% pour tous les PSD et 10% pour le monde (tableau 8).

L'Afrique continue d'importer principalement des produits alimentaires, des produits industriels de consommation, des biens intermédiaires et de capital. Au cours des années 1970 il y eut d'énormes augmentations des prix des produits importés, surtout alimentaires, alors que les exportations tombaient à leur niveau le plus bas depuis 20 ans. En 1982 il y avait une baisse des exportations tandis que les importations ont continué à augmenter de 16% (Institut Nord-Sud, 1983, p. 5). Puisque le commerce mondial des produits primaires a augmenté plus lentement que celui des produits industriels, la part de l'Afrique dans le commerce mondial a régressé. Si l'on exclut le pétrole c'est de moitié qu'elle a chuté au cours des années 1970.

La hausse du prix du pétrole conjuguée avec l'effondrement des prix de base a eu des répercussions sévères sur les nombreux pays africains encore dépendants de l'exportation de produits primaires pour gagner des devises. Au cours des 10 dernières années, le prix «réel» (prix du produit de base rapporté au prix des produits industriels) – parfois même le prix courant – des principaux produits de la région a chuté sur le marché mondial (Institut Nord-Sud, 1983, p. 5). Une récente étude de la FAO (FAO, 1982) (3) a analysé les tendances des prix réels de 15 produits agricoles parmi lesquels les principaux produits d'origine végétale exportés par les pays africains. Elle a montré la tendance à long terme d'une baisse des prix réels couplée avec des fluctuations erratiques extrêmes.

Même si les pays africains exportent des produits industriels, cela s'est traduit par une nouvelle forme de dépendance puisqu'ils sont transformés en exportateurs de produits industriels simples et sont pris au piège des systèmes de production.

Les FTN exercent un contrôle presque total sur la commercialisation des produits de base. Actuellement tout le commerce international des produits primaires exportés par les pays africains est sous le contrôle des FTN (tableau 9).

De plus, ce contrôle absolu est exercé par quelques compagnies transnationales. Une étude de la CNUCED sur l'étendue du pouvoir des FTN affirme que «à présent, 15 grandes compagnies contrôlent 85–90% du commerce mondial de coton. Elles exercent un contrôle similaire sur les marchés de beaucoup d'autres produits primaires, tels que le marché des feuilles de tabac, où 85–90% du commerce international est directement contrôlé par 6 transnationales ; le marché de la banane, 70–75% contrôlé par 3 compagnies, et les graines de cacao, où 5 compagnies contrôlent plus

de 75% du commerce mondial, pour ne mentionner que quatre des principaux produits (CNUCED TD/B/C1/219, 1981, p. 55) (4). Le tableau 9 montre une telle emprise des FTN sur les exportations principales des pays africains.

Cette forte influence des FTN sur le commerce des produits de base a un impact profond sur la détermination des prix de ces derniers. Prenant le cas du coton, le rapport de la CNUCED précité note que «contrairement au mythe largement répandu d'une formation des prix sur un marché libre, un petit groupe de spéculateurs et de grandes compagnies faisant le commerce de multiples produits exercent une puissante et déterminante influence sur les mouvements de court terme des prix du coton. Des mouvements de long terme sont déterminés aussi par d'autres facteurs, incluant les prix et les activités d'affaires des grandes compagnies chimiques et pétrochimiques.

Donc les pays socialistes et les pays en développement, produisant plus de 80% du coton mondial jouent seulement un rôle marginal dans les mouvements de court et long terme et sont contraints d'accepter des fluctuations de prix et d'endurer ses potentiels effets négatifs, particulièrement pour les pays dépendant des exportations de coton comme source majeure de devises et de fonds pour le développement» (CNUCED, TD/B/C1/219, 1981, p. 92) (5).

Ce sont ces FTN qui ont une mainmise totale sur la production et fixent des prix à des niveaux correspondant à la quantité maximale que le marché peut absorber. Il y a des «prix administrés», fixés par le vendeur pour maximiser ses profits de monopole et donc compenser, à travers des opérations de grande échelle, d'éventuelles baisses des profits dans un produit en accroissant ceux tirés des autres. Aussi la part du prix final revenant aux pays africains producteurs après la commercialisation est extrêmement faible (CNUCED, TD/184/Sup.3, 1976) (6). Les parts sont inférieures à 10% pour le fer et la bauxite ; 20–40% pour le thé, le café, les graines de cacao, les citrons, les bananes et le jute, et environ 50% pour le sucre. On comprend dès lors à quel point les termes de l'échange reflètent très peu la baisse des revenus tirés de l'exportation des produits de base.

Au cours de la période 1970–1980 l'Afrique a reçu 10.341 millions de dollars US d'investissement direct. Mais dans le même temps elle a enregistré 23.916 millions de paiement sur les investissements directs (tableau 10). En d'autres termes, les profits, intérêts et autres rémunérations obtenus par les FTN étaient plus importants que les nouveaux investissements réalisés. Si les investissements directs des FTN peuvent générer des revenus en devises grâce aux exportations auxquelles ils donnent lieu, ils entraînent dans le même temps des sorties de devises plus importantes au titre de diverses rémunérations. A strictement parler, les pays africains payent

quatre fois pour le capital qu'ils reçoivent : (1) pour les importations lorsque le capital entre sous la forme d'équipement, de machinerie ou de produits intermédiaires; (2) pour les profits transférés au pays où la FTN a son siège social; (3) pour la technologie; (4) pour l'amortissement et le service de la dette. On peut dire que ce sont là des opérations « normales » à côté de ce qu'on a été obligé d'appeler le « commerce captif » pour désigner le fait que les flux commerciaux se développent à l'intérieur d'un réseau de filiales de la FTN. Les transactions du commerce extérieur ne s'effectuent pas entre deux parties indépendantes mais entre des entreprises parentes. Les prix du marché sont alors remplacés par des prix de règlement intra-groupes (les prix de transfert). Ils sont fixés arbitrairement par la société-mère qui peut les utiliser à diverses fins : subventionner des filiales en difficulté, faire apparaître le profit dans les pays à faible taux d'imposition, etc ; d'où une hémorragie de devises du fait d'importations d'inputs sur-évalués et d'exportations sous-évaluées. C'est là un mécanisme complémentaire aux possibilités de manipulation du prix grâce à la position monopolistique que l'on occupe sur les marchés des matières premières.

Enfin l'évolution des conditions d'emprunts des pays africains est un indicateur de l'ampleur de l'exploitation dont ils sont victimes de la part des banques transnationales, des institutions financières internationales et des organismes financiers publics des pays capitalistes développés. Voici comment les secrétariats de l'OUA et de la Commission Economique pour l'Afrique, à partir des statistiques fournies par le rapport Berg, (tableau 21 de l'annexe au rapport), ont montré la détérioration grave des termes moyens d'endettement des pays africains au Sud du Sahara : « L'intérêt sur la dette publique totale a plus que doublé entre 1970 et 1979 (de 3,7% à 7,9%); il en va de même du taux d'intérêt sur la dette officielle totale, qui s'éleva de 2% en 1970 à 4,1% en 1979, une augmentation de plus de 300%. La plus faible augmentation de taux d'intérêt concernait la dette totale privée; le taux qui, comme d'habitude, était déjà très élevé, passa de 6,8% en 1970 à 11,4% en 1979, une augmentation de près de 70%. C'est seulement pour la dette multilatérale que le taux n'a pas augmenté durant cette période. En fait le taux monta en 1971 (5%) et en 1975 (5,2%) par rapport au taux de 4,3% de 1970. Pour toutes les autres années le taux tourna autour de 4% sauf en 1978 et 1979 lorsqu'il tomba à 3,3% et 3,4% respectivement.

La tendance dépressive observée ci-dessus était également vraie pour la maturité, la période de grâce et l'élément don. Les seules exceptions étaient l'élément don dans la dette multilatérale, qui passa de 46,3% à 48,9% et la période de grâce de la dette privée totale, qui de son bas niveau de 1,6 année passa à 3,2 années durant cette période.

Pour la dette publique totale, la maturité déclina de 24,4 années en 1970 à 16,7 années en 1979, alors que pour la dette officielle totale, la maturité diminuait de 31,9 années à 24,9 années entre 1970 et 1979. La maturité de l'aide bilatérale diminuera de 31,5 années à 20,7 années durant cette période, et celle de l'aide multilatérale de 32,2 années à 28,8 années.

La dette privée totale maintint son niveau général, fluctuant entre 10 années en 1970 et 8,1 en 1972; 8,5 en 1975 et 9 années en 1979 (Afrique et Développement 1982).

En 1981 le total de la dette publique externe des pays africains a atteint 80 milliards de dollars US (Banque Mondiale, 1983). L'Afrique reste pourtant la zone la moins endettée du monde sous-développé (11% du total de la dette des PSD). Cependant l'endettement est devenu un des problèmes les plus angoissants du continent. Il constitue en effet le Cheval de Troie du FMI et de la Banque Mondiale pour intervenir dans les structures économiques et sociales des pays africains. Il est aussi le phénomène qui a rendu plus manifeste la collusion entre ces IFI, les FTN et les pays capitalistes développés.

Le Role des IFI: Accentuer l'Integration des Economies Africaines au Systeme Capitaliste Mondial

La pénurie de devises a atteint dans beaucoup de pays africains des proportions telles qu'elle menace de paralyser un appareil économique qui fonctionne déjà à une très faible capacité. Elle risque de bloquer la valorisation du capital monopoliste international engagé dans le continent. Nombre de pays africains en sont venus à dépendre des crédits que veulent bien leur accorder les pays capitalistes développés ou les banques transnationales afin de rembourser des dettes venues à échéance ou pour obtenir les biens intermédiaires nécessaires au fonctionnement de l'appareil productif. Les transferts de valeur risquent à tout moment de se trouver bloqués en raison du manque de devises.

Le processus qui a provoqué la collusion entre les firmes et banques transnationales, les Etats des pays capitalistes développés et les IFI est bien connu : un pays endetté, incapable de faire face aux sorties de capitaux sollicite de nouveaux prêts et/ou un réaménagement de la charge de la dette. L'accord des créanciers est lié à un tirage dans les mécanismes à forte conditionnalité du FMI ou à un prêt à «ajustement structurel» de la Banque Mondiale. Ces IFI exigent à leur tour l'application d'une politique qu'elles ont élaborée. La conviction du Fonds que le pays appliquera ou est en train d'appliquer cette politique emporte celle des FTN et des pays capitalistes créanciers. Le Fonds et la Banque Mondiale leur servent donc de caution. Ils jouent pour le capital monopoliste international le rôle de gendarme, de recouvreur de dettes. Ils comblent vis-à-vis des PSD en général l'inconvénient majeur du système monétaire international privé : il n'existe pas comme dans les systèmes monétaires nationaux, un prêteur en dernier ressort car les banques centrales ne sont pas obligées de venir en aide à des banques commerciales en difficulté du fait de leurs opérations en euro-devises. Ils cherchent en permanence à adapter les structures économiques et sociales des pays africains aux mutations de la division internationale capitaliste du travail, de faire d'eux un terrain de profit et d'investissement

pour les transnationales. Leur rôle est de s'opposer aux ambitions de tout pays aspirant à un mieux-être social car une telle orientation implique au moins une réduction de la part des richesses accaparées par le capital transnational. En effet les politiques économiques dictées par la Banque Mondiale et le FMI ont des conséquences qu'on peut dire de 3 sortes : une réduction dramatique du pouvoir d'achat des travailleurs en même temps qu'une accélération du chômage; une privatisation à outrance de l'économie; et une intégration complète de celle-ci au système capitaliste mondial.

Des Politiques Economiques Dirigées contre le Niveau de Vie et l'Emploi

Les déficits des paiements extérieurs d'un pays viennent pour la Banque Mondiale et le FMI de ce qu'un pays essaie de vivre au-dessus de ses propres moyens. Il faut par conséquent réduire la demande globale de manière à la ramener au niveau de l'offre interne de ressources. En réalité tout cela n'est qu'une attaque systématique au pouvoir d'achat des travailleurs. Les moyens utilisés sont variés et convergents.

D'abord, sous prétexte de réduction du déficit budgétaire et de dégager une épargne publique positive, les IFI exigent une baisse des dépenses publiques par le blocage ou la réduction des salaires dans la fonction publique, l'arrêt de tout recrutement et surtout la diminution des effectifs dans la fonction publique, la révision en baisse du programme d'investissement public (construction de routes, d'écoles, d'hôpitaux, politique de «vérité des prix» qui signifie la suppression de toutes subventions accordées aux produits de première nécessité, à certains services publics comme la santé, les fournitures scolaires...) Par ailleurs il faut appliquer une politique fiscale «neutre» et qui permette en même temps un accroissement des recettes fiscales. En effet les IFI exigent l'élimination des impôts sur la fortune et les gains en capital et la réduction de l'impôt sur le profit (c'est un des axes centraux de la politique d'offre en vogue maintenant dans ces institutions). En revanche la taxe sur la valeur ajoutée doit être renforcée, l'impôt sur le revenu salarial ou de capitation augmenté.

Ensuite le salaire réel dans les secteurs public et privé est dramatiquement réduit grâce à un blocage des salaires nominaux au moment où tous les prix montent en flèche. Comme la production se distribue pour l'essentiel en salaires et en profits, une baisse en termes réels de ceux-là permet une augmentation de ceux-ci. On cherche à convaincre les travailleurs que c'est une bonne politique car cette redistribution encouragerait la production et fournirait les ressources nécessaires aux investissements : les profits font les investissements desquels dépendent la croissance et l'emploi.

Enfin la violence monétaire est systématiquement pratiquée. La dévaluation qui est presque toujours exigée (toutes les monnaies africaines seraient surévaluées) entraîne directement une hausse des prix de tous les

biens importables ou exportables. Elle provoque donc une hausse des prix qui ampute le pouvoir d'achat des revenus non indexés aux prix. Une fois encore la répartition des revenus est modifiée au profit principalement des FTN car ce sont elles qui contrôlent une bonne part des activités socio-économiques. La réduction du volume global de crédit alloué à l'économie fait baisser considérablement la production industrielle, surtout celle des entreprises locales.

Privatisation à Oustrance de l'Economie

Les IFI demandent partout que libre cours soit donné aux forces du marché. L'Etat doit se désengager du secteur productif et de toutes activités tertiaires susceptibles d'être exercées par le privé. Il doit cesser de jouer un rôle direct dans le développement pour se contenter de politiques indirectes absolument «neutres». Il faut arriver à une «subsidiarisation» de l'Etat. Cela implique l'élimination des contrôles des prix et des subventions aux produits de base et services sociaux et une restriction de la propriété étatique.

Banalisation de l'Espace Economique National

Les programmes économiques des IFI œuvrent pour une économie mondiale capitaliste complètement dominée par les FTN. C'est pourquoi ils comportent toujours des mesures visant à ouvrir davantage les économies africaines, à en faire des espaces de reproduction libre du capital transnational, et à les «banaliser» en leur niant une quelconque autonomie vis-à-vis du marché mondial capitaliste. Lorsque ces IFI parlent de «marché» elles ne pensent pas simplement à l'étroit marché d'un seul pays, mais au monde entier. C'est pourquoi elles exigent la suppression des contrôles de capitaux et la réduction (voire la suppression) des restrictions commerciales à un niveau faible et uniforme. Les contingents, les quotas doivent être abolis. En un mot chaque pays africain doit tendre vers une suppression des entraves au libre échange et au libre mouvement des capitaux. Les forces du marché doivent librement allouer les ressources, sélectionner les activités qui procurent le maximum d'avantages comparatifs au pays sur le marché mondial.

Il est clair qu'une telle philosophie signifie un renoncement pur et simple à toute tentative d'organisation des activités économiques pour satisfaire les besoins les plus pressants de la grande masse. L'indépendance économique que les pays africains affirment tous rechercher (Programme d'Action de Lagos) est aux antipodes de cette orientation des IFI comme le document des secrétariats de l'OUA et de la CEA l'a fortement souligné.

Conclusion

Il est impossible d'analyser la crise économique et sociale de l'Afrique sans trouver dans la ponction intense de son surplus économique par les FTN et les IFI, un des principaux facteurs explicatifs. Les mécanismes par lesquels s'opère cette extraction sont nombreux et complémentaires :

- détérioration des termes de l'échange;
- barrières commerciales défavorables à l'Afrique;
- expatriement des super profits sur le capital commercial, industriel et financier, échange inégal;
- contrôle des structures de production et d'échange internes, etc...

Si l'action de ces conglomérats est ignorée ou insuffisamment prise en compte on risque de suivre la philosophie de l'autruche. En effet sans une stratégie cohérente de désengagement de l'emprise des FTN et IFI, l'Afrique ne peut sortir de la profonde crise qu'elle traverse actuellement.

Pendant, comme on l'a souligné dans l'introduction, il faut prendre garde de considérer le capital étranger comme le seul facteur explicatif du sous-développement et de la crise actuelle du continent. La structure de classe interne qui secrète des politiques économiques favorables à l'action des FTN et IFI et bloque le développement des forces productives, doit être tenue au moins tout aussi responsable de l'implosion économique et sociale actuelle. Comment cette structure de classe interne reproduit l'ex-traversion et dissocie la croissance de la satisfaction des besoins des masses perpétuant ainsi le sous-développement et provoquant la crise, tel est le deuxième facteur explicatif à introduire pour parvenir à saisir les racines de l'évolution régressive du continent.

* * *

Notes

1. C'est le diagnostic et la solution proposés par le rapport Berg sur le Développement en Afrique au Sud du Sahara, 1981.
2. Cité par M. Verlet dans «L'Afrique dans la Mouance de la Crise», I.R.M. No. 8, 1983, Paris.
3. Cité par «The African Worker and the World Economic Crises», CNTS-ICF TU, Dakar 1984.
4. Cité par F. Castro (1983, p. 59).
5. Cité par F. Castro (1983, p. 64—65).
6. Cité par F. Castro (1983, p. 66).
7. *Ibidem* (1983, p. 64).

BIBLIOGRAPHIE

- CNTS-ICFTU, «The African Worker and the World Economic Crisis», Panafrican Conference organisée par la CNTS-ICFTU du 7 au 9 Mars 1984, Dakar, Sénégal.
- Frances Moore Lapé et Joseph Collins, «l'Industrie de la Faim». Par-delà le mythe de la pénurie. *Editions l'Étincelle*. Paris 1981.
- F. Castro, the «World Economic and Social Crisis». Report to the Seventh Summit Conference on Non-Aligned Countries, Havana, 1983.
- Guy Arnold, «The Grip of Transnational Agri-business», *Africa Guide*, World Information, England, 1982.
- Henri Clause, «les Multinationales et l'Impérialisme», *Editions Sociales*, Paris, 1978.
- Institut Nord Sud, «La Crise Economique en Afrique», document de synthèse, Février 1983, Ottawa, Canada.
- J. F. Rweyemamu (ed.), «Industrialization and Income Distribution in Africa», *CODESRIA Book Series*, 1980, Dakar.
- K. Vergopoulos, «La Transnationalisation des Aliments», *Afrique et Développement*, Vol. IX, No. 1, 1984.
- Martin Verlet, «L'Afrique dans le Mouvement de la Crise», I.R.M., *Recherches Internationales*, No. 8, 1983, Paris.
- Rapport II de la Sixième Conférence Régionale Africaine du BIT Octobre 1983, Addis-Abéba.
- René Lemarchand, «Un Essai de Bilan des Indépendances en Afrique, Modèles de Développement et Performances Economiques», *Le Mois en Afrique*, Février-Mars 1983, Paris.
- R. Sandbrook, «The Politics of Basic Needs: Urban Aspects of Assaulting Poverty in Africa», Heinemann, London, 1982.
- Secretariats ECA, OAU et ADB, «Accelerated Development in Sub-Saharan Africa: An Assessments». Réunion tenue à Tripoli le 30 Avril 1982. Publié dans *Afrique et Développement* No. 1/2, 1982.
- Steven W. Langdon, «Multinational Corporations in the Political Economy of Kenya», Macmillan Press Ltd. London, 1981.
- W. F. Steel et J. W. Evans, «Industrialization in Sub-Saharan Africa: Strategies and Performances», *World Bank Technical Papers* number 25, 1984.

Tableau 1: Stagnation Economique (croissance annuelle moyenne du PIB)

	1960-73	1973-79	1980	1981	1982
Afrique	3,5	1,5	1,2	0,1	0,8
Tous les pays en développement	6,0	5,1	3,0	2,0	1,9

Source: *Rapport sur le Développement dans le Monde, 1983, Banque Mondiale.*

Tableau 2: Croissance de la production et revenu par tête en Afrique 1970/1981

	Revenu par tête Croissance moyenne/an		Croissance de la Production
	1981	1960-1981	1970-1981
	\$ US	%	%
Pays à faible revenu			
Tchad	110	- 2.2	-
Ethiopie	140	1.4	2.2
Mali	190	1.3	4.6
Malawi	200	2.7	5.6
Zaire	210	-0.1	-0.2
Ouganda	220	-0.6	- 1.6
Burundi	230	2.4	3.2
Haute Volta	240	1.1	3.6
Rwanda	250	1.7	5.3
Somalie	280	-0.2	3.9
Tanzanie	280	1.9	5.1
Guinée	300	0.2	3.0
Bénin	320	0.6	3.3
Rép. Centrafricaine	320	0.4	1.6
Sierra Léone	320	0.4	1.9
Madagascar	330	-0.5	0.3
Niger	330	-1.6	3.1
Soudan	380	-0.3	4.1
Togo	380	2.5	3.2
Ghana	400	-1.1	- 0.2
Pays à revenu intermédiaire			
Kenya	420	2.9	5.8
Sénégal	430	-0.3	2.0
Mauritanie	460	1.5	1.7
Libéria	520	1.2	1.3
Lesotho	540	7.0	8.4

Tableau 2 (Suite)

Pays à revenu intermédiaire	Revenu par tête Cr. moy/an.		Croissance de la Production	
	\$ US	%	%	%
Zambie	600	0		0.4
Egypte	650	3.5		8.1
Maroc	860	2.4		5.2
Nigéria	870	3.5		4.5
Zimbabwe	870	1.0		1.8
Cameroun	880	2.8		6.3
Congo	1,100	1.0		5.1
Côte d'Ivoire	1,200	2.3		6.2
Tunisie	1,420	4.8		7.3
Algérie	2,140	3.2		6.9
Pays à revenu élevé				
Lybie	8,450	4.7		2.3

Source: *Rapport sur le Développement dans le Monde 1983.*

Tableau 3: Crise Alimentaire et Production Agricole en Afrique

Pays	1979	1960/70	1970/80	1977/79(1)
Algérie	32	0.1	3.1	75
Angola	60	4.0	-10.2	85
Bénin	46	-	-	97
Botswana	83	1.6	8.5	89
Burundi	84	-	1.8	105
Cameroun	83	-	3.8	110
Cap-Vert	-	6.5	2.9	-
Rép. Centrafricaine	88	0.8	2.3	102
Tchad	85	0.8	-0.3	91
Congo	35	1.0	1.7	81
Djibouti	-	-	-	-
Egypte	50	2.9	2.7	93
Guinée Equatoriale	-	2.6	-16.6	-
Ethiopie	80	2.2	0.7	84
Gabon	79	-	-	94
Gambie	79	4.6	7.0	77
Ghana	54	-	-1.2	82
Guinée	82	-	-	86
Guinée Bissau	93	3.4	0.1	94
Côte d'Ivoire	79	4.2	3.4	102
Kenya	78	-	5.4	92
Lesotho	87	-	2.9	100
Libéria	71	-	4.7	101

Tableau 3 . (Suite)

Pays	1979	1960/70	1970/80	1977/79(1)
Lybie	20	—	11.1	113
Madagascar	87	—	0.1	94
Malawi	86	—	4.1	100
Mali	88	—	4.4	88
Mauritanie	85	—	— 1.1	75
Ile Maurice	30	—	— 4.1	100
Maroc	53	4.7	0.8	83
Mozambique	67	2.1	— 1.8	75
Niger	91	3.3	— 3.7	89
Nigéria	55	— 0.4	0.8	87
Rwanda	91	—	—	107
Sénégal	76	2.9	3.7	88
Sierra Léone	66	—	2.2	87
Somalie	84	— 0.6	3.0	85
Soudan	78	—	2.6	105
Swaziland	52	7.5	3.7	109
Tanzanie	83	—	4.9	94
Togo	68	—	0.8	81
Tunisie	35	2.9	4.9	118
Ouganda	83	—	— 0.9	90
Haute Volta	83	—	1.2	93
Zaire	75	—	1.2	90
Zambie	68	—	1.8	99
Zimbabwe	60	—	— 0.5	100

(1) 1969–1971–100

Source: *Sixième Conférence Régionale Africaine du BIT, Octobre 1983, Rapport 2.***Tableau 4: Indice de la Production Alimentaire par Tête
(1969–1971 = 100)**

	1972	1974	1976	1978	1980
Pays Capitalistes développés	101	105	107	111	111
Pays sous-développés	97	99	102	105	103
Afrique	97	96	94	90	89
Amérique Latine	98	101	105	107	108
Proche Orient	103	103	110	106	104
Asie	95	97	102	108	105

Source: *Basé sur l'Annuaire Statistique des Nations Unies – 1979–80, p. 15.*
Tableau tiré de F. Castro, 1983, p. 97.

Tableau 5: Croissance de la Production Industrielle et Rapport au Taux de Croissance du PIB,
Périodes de cinq ans 1960-1980
(Pourcentage par année aux prix de 1970)

Groupe de pays	Croissance de la Production Industrielle					Rapport de la Croissance Industrielle au taux de Croissance du PIB				
	1960/65	1965/70	1970/75	1975/80		1960/65	1965/70	1970/75	1975/80	
Pays au Sud du Sahara à faible revenu										
— Semi aride	4,8	9,7	1,8	0,4		1,5	4,0	1,1	0,1	
— Autres	9,3	8,2	2,4	-0,2		2,7	2,2	1,4	nég.	
Pays au Sud du Sahara à revenu moyen										
— Importateurs	7,5	7,6	7,7	4,2		1,6	1,7	1,5	1,2	
— Exportateurs de pétrole	3,7	15,9	6,6	11,5		0,8	3,1	0,8	2,3	
Afrique au Sud du Sahara,										
Total	7,3	9,3	5,3	4,4		1,7	2,1	1,0	1,2	
Afrique du Nord	6,2	5,6	5,6	11,7		1,8	0,9	1,4	1,6	

Source: Steel et Evans (1984), p. 33.

Tableau 6: Evolution de la Structure de la Production Industrielle dans Quelques Pays Africains
(Pourcentage total de la Production)

Pays (années entre parenthèses)	Début/milieu année 1960		Milieu/fin années 1970 ou 1980			
	Industries de biens de consommation	Intermédiaires	Biens de production	Industries de biens de consommation	Intermédiaires	Biens de production
Valeur ajoutée						
Ghana (1962, 1979)	50.0	42.5	7.5	53.0	41.2	5.8
Zambie (1965, 1980)	43.9	34.0	22.2	40.8	35.5	23.7
Tanzanie (1961, 1978)	74	23	3	57	35	8
Nigeria (1964, 1977/78)	54.5	36.3	9.4	42.6	34.4	18.1
Côte d'Ivoire (1960, 1974)	50.0	25.1	25.0	63.1	18.2	18.9
Kenya (1960, 1980)	55.2	30.6	14.2	51.1	29.9	18.9
Zaire a) (1966, 1976)	67.5	20.6	11.9	70.4	19.6	10.0
PIB						
Zimbabwe b) (1965, 1978)	49.1	26.0	24.8	54.0	21.7	24.0
Ethiopie (1967, 1978/79)	79.4	19.5	1.1	67.7	30.0	2.3

a) Au prix de 1976

b) Au prix de 1964

Source: Steel et Evans, 1984, p. 44.

**Tableau 7: Principales Exportations de l'Afrique au Sud du Sahara
(Moyenne 1976-1978)**

	Valeur (mil- lions de dollars)	En % des ex- portations de l'Afrique au Sud du Sahara	Exportateur principal	
			Pays	En % des expo- rtations de l'Afri- que au Sud du Sahara
Combustibles				
Pétrole	11.502	43,5	Nigéria	95,5
Minéraux et métaux				
Cuivre	1.589	6,0	Zambie	54,0
Minerai de fer	432	1,6	Libéria	67,9
Bauxite	188	0,7	Guinée	95,1
Phosphate	140	0,5	Togo	58,6
Minerai de manganèse	120	0,5	Gabon	85,7
Zinc	79	0,3	Zaire	57,7
Etain	59	0,2	Nigéria	43,8
Plomb	20	0,1	Namibie	63,9
Aliments et boissons				
Café	2.838	10,7	Côte d'Ivoire	22,5
Cacao	1.882	7,1	Ghana	34,5
Sucre	432	1,6	Maurice	48,5
Thé	245	0,9	Kenya	57,7
Arachides	194	0,7	Soudan	52,1
Huile d'arachide	177	0,7	Sénégal	80,8
Bœuf	78	0,3	Botswana	43,4
Huile de palme	58	0,8	Côte d'Ivoire	71,4
Bananes	45	0,2	Côte d'Ivoire	32,8
Maïs	30	..		
Exportations non alimentaires				
Bois	680	2,6	Côte d'Ivoire	47,4
Coton	651	2,5	Soudan	46,0
Tabac	290	1,1	Zimbabwe	47,8
Caoutchouc	128	0,5	Libéria	47,5
Sisal	50	0,9	Tanzanie	52,8
Toutes autres exportations	4.553	17,2		
Exportations totales de l'Afrique au Sud du Sahara	26.458	100,0	Nigéria	41,5

Source: *Développement Accélééré en Afrique au Sud du Sahara* - Banque Mondiale, 1981 - p. 176.

Tableau 8: Exportations des Pays sous-développés par les formes

	Total des exportations (en millions de dollars)	Pourcentage commercialisé par les transnationales
Aliments		
Graines de cacao	1 737	85
Bananes	793	70-75
Tabac	1 079	85-90
Thé	827	85
Café	7 831	85-90
Sucre	4 881	60
Riz	1 102	70
Blé	449	85-90
Matières premières agricoles		
Peaux et cuirs	29	2
Caoutchouc naturel	2 202	70-75
Coton	2 692	85-90
Jute	172	85-90
Produits forestiers	4 169	90
Minerais et métaux		
Pétrole	2 914	7
Cuivre	303	85-9
Minerai de fer	125	90-9
Bauxite	518	90-95
Étain	60	75
Phosphates	850	50-60

NB: Les données relatives au pétrole, au minerai de fer, à l'étain et aux peaux et cuirs correspondent à l'année 1973.

Source: F. Castro, 1984, p. 65.

Tableau 9: Flux d'investissements directs vers les pays sous-développés et profits tirés des investissements directs rapatriés vers les pays investisseurs. (montants cumulés 1970-1980 en millions de dollars).

	Flux net d'investissements directs vers les pays sous-développés	Profits sur les investissements directs rapatriés vers les pays investisseurs
Total des pays sous-développés	62 615	139 703
Amérique Latine	33 437	38 642
Afrique	10 341	23 916
Moyen Orient	57a	48 619
Asie Sud-Est	18 048	27 260
Océanie	732	1 266

Ce faible chiffre est dû à des désinvestissements au Moyen Orient durant cette période.

Source: Basé sur des données de la CNUCED of International Trade and Development Statistics Supplement 1981, pp. 264-265.

SUMMARY

In this paper, the author is looking at the role which Transnational Corporations (TNCs) and International Financial Institutions (IFI) played in the social and economic crisis Africa is facing. In his introduction, he already argues that, although external factors are said to be the major causes of the crisis, one should also consider the role played by internal factors. He also mentions that quantitative data are not enough to assess the role of these institutions.

He then gives an overview of the extent of the crisis in Africa before considering the importance of the crisis in some sectors such as agriculture, industry, external relations. This, he assumes, gives a clear picture of the specific roles the external factors played in the economic and social crisis of the continent. He finally argues that the major results of the involvement of the IFI in the economy of our countries are an accelerated pauperization, the violent introduction of savage liberalism and a tighter integration of our countries in the International Division of Labour.